

Questions orales

Alors qu'elle possédait depuis un certain temps l'information nécessaire, pourquoi la ministre a-t-elle attendu uniquement après le reportage télévisé pour informer la population canadienne des graves problèmes de sécurité du centre de la Croix-Rouge de Toronto?

L'hon. Diane Marleau (ministre de la Santé): Monsieur le Président, je voudrais remercier l'honorable députée de sa question. Premièrement, pour rassurer les Canadiens et les Canadiennes, l'inspection de la FDA fait suite à des changements dans sa politique et n'est pas causée par la façon dont le sang est traité au Canada. C'est une question d'harmonisation des politiques. Les règlements sont différents. Nous allons travailler et nous travaillons en ce moment avec la FDA, afin d'obtenir cette harmonisation et le système de sang ici, au Canada, demeure un système aussi sûr que tout autre au monde.

Mme Pauline Picard (Drummond): Monsieur le Président, en complémentaire, la ministre peut-elle nous dire à quel moment précisément elle a pris des mesures pour informer les autres centres des graves lacunes identifiées à Toronto?

• (1510)

[Traduction]

L'hon. Diane Marleau (ministre de la Santé): Monsieur le Président, je ne peux que répéter la réponse que j'ai déjà fournie.

L'inspection de la FDA fait suite à des changements dans sa politique et n'est nullement liée à des problèmes qu'on aurait pu observer dans notre système de sang. Le système de sang du Canada demeure l'un des systèmes les plus sécuritaires au monde, et nous continuerons de faire l'impossible pour l'améliorer.

LE CONTRÔLE DES ARMES À FEU

M. Larry McCormick (Hastings—Frontenac—Lennox and Addington): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Justice.

Pour bien des gens, l'automne annonce l'arrivée de la saison de la chasse. Ces gens craignent que la nouvelle loi sur le contrôle des armes à feu n'inclue des dispositions concernant l'entreposage central, la saisie des armes de chasse et des modalités d'enregistrement des armes très onéreuses. Il y a beaucoup de renseignements erronés qui circulent.

Le ministre peut-il apaiser les craintes de ces nombreux chasseurs?

L'hon. Allan Rock (ministre de la Justice et procureur général du Canada): Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir l'occasion d'aborder cette question.

Dès l'ajournement des travaux de la Chambre, soit dès le mois de juin, je me suis mis à parcourir le Canada. Je me suis rendu dans toutes les provinces, sauf une que je visiterai bientôt, pour rencontrer les Canadiens et discuter avec eux de la question des armes à feu et de leur réglementation. J'ai rencontré des dizaines de groupes, des chasseurs, des pêcheurs sportifs, des représentants des fédérations de la faune et des clubs de tir, des tireurs sur cible et bien d'autres gens qui s'intéressent aux armes à feu.

Entre autres choses, j'ai tenté de rassurer ces gens en leur disant que le gouvernement sait fort bien que la chasse au Canada est non seulement une tradition, mais également une importante activité économique pour de nombreuses régions et que les mesures que nous proposerons plus tard au cours de l'année, tout en contribuant à protéger la société canadienne et à créer un bon système de justice pénale, respecteront les intérêts légitimes des chasseurs, des agriculteurs et de tous ceux qui pratiquent la chasse au moyen d'armes à feu comme moyen de subsistance.

Les propositions que nous sommes en train d'élaborer tiendront compte des intérêts légitimes dont parle le député.

L'IMMIGRATION

M. Randy White (Fraser Valley-Ouest): Monsieur le Président, la semaine dernière, le ministère de l'Immigration a publié un document confidentiel exposant un plan qui vise à réduire le nombre des immigrants qui entrent au Canada, à restreindre l'immigration de membres de la catégorie de la famille, à exiger des cautionnements de la part des personnes qui parrainent des parents, et à supprimer l'octroi automatique de la citoyenneté aux enfants des réfugiés.

Nous tenons à remercier le ministre de l'Immigration d'avoir reconnu les mérites des initiatives de notre parti et nous voudrions qu'il nous dise quand ces excellentes idées se concrétiseront.

L'hon. Sergio Marchi (ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration): Monsieur le Président, conformément à l'engagement qu'il avait pris dans son livre rouge, le gouvernement a mené un processus sans précédent . . .

Des voix: Allons donc!

M. Marchi: Soit dit en passant, il y a plein de bonnes idées dans ce petit livre rouge.

Nous avons mené un processus sans précédent de consultation de huit mois qui a suscité beaucoup d'idées et la participation de Canadiens de tous les milieux et de toutes les régions. Et les résultats de ces consultations influenceront certes sur la décision que notre gouvernement et la Chambre prendront finalement à l'égard des niveaux d'immigration qui, conformément à la loi, doivent être annoncés d'ici au 1^{er} novembre prochain.

M. Randy White (Fraser Valley-Ouest): Monsieur le Président, les uns après les autres, les sondages menés au Canada montrent sans contredit que la majorité des Canadiens croient, à l'instar du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, que l'immigration au Canada est maintenant hors contrôle. Un autre document que son ministère a aussi rendu public plus tôt cet été confirme, en fait, cette position.

Quand le ministre cessera-t-il de se poser en défenseur inconditionnel d'une politique que la vaste majorité des Canadiens et ses hauts fonctionnaires eux-mêmes considèrent comme déconnectée de la réalité?

L'hon. Sergio Marchi (ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration): Monsieur le Président, cela vaut certes mieux que d'être insensé.

Il s'agit de l'un des nombreux rapports dans lesquels divers ministères établissent certes des lignes directrices qui reflètent